

Arrêté n° DDT/SEER/GMA/2023-054

**reconnaissant l'existence et fixant les prescriptions spécifiques d'exploitation d'un plan d'eau
sur la commune de AUGIGNAC**

Le préfet de la Dordogne
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.211-1, L.214-3, R.214-39 et R.214-54 ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (*SDAGE*) du bassin Adour-Garonne approuvé le 10 mars 2022 ;

Vu le dossier de déclaration d'existence déposé le 03 juillet 2023 et enregistré sous le numéro 24-2023-00066 ;

Vu le projet d'arrêté adressé pour avis au bénéficiaire le 10 août 2023 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

Vu l'absence d'observations du bénéficiaire formulée par courriel en date du 30 août 2023 ;

Considérant que ce plan d'eau est implanté sur le bassin versant du ruisseau « La Doue » (*masse d'eau FRFRR27_2*), cours d'eau de 1^{ère} catégorie piscicole ;

Considérant la sensibilité du milieu vis-à-vis des opérations de vidange ;

Considérant que les modalités d'exploitation du plan d'eau doivent être réglementées pour garantir une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau et sauvegarder les intérêts visés à l'article L.211-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires de la Dordogne ;

ARRÊTE

Le débit de vidange est adapté à la capacité hydraulique du milieu récepteur afin de ne pas porter préjudice aux ouvrages publics et aux propriétés situés en aval.

Les eaux de vidange s'écoulant directement, ou par l'intermédiaire d'un fossé ou exutoire, dans un cours d'eau de première catégorie piscicole, la vidange du plan d'eau est interdite pendant la période du 1^{er} novembre au 31 mars. En fonction de la situation hydrologique des cours d'eau, le préfet peut localement modifier cette période, il convient de consulter le site internet des services de l'État en Dordogne afin de connaître les dispositions applicables (<https://www.dordogne.gouv.fr>).

Cette interdiction n'est pas applicable aux vidanges réalisées pour la récolte du poisson des étangs exploités en élevage extensif, dès lors que la dernière vidange a été réalisée moins de trois ans auparavant.

Lorsque la dernière vidange réalisée pour la récolte de poissons remonte à plus de trois ans, le préfet peut déroger à l'interdiction, sur une partie de la période visée, sous condition de prescriptions particulières de mise en œuvre de dispositifs ou de modalités de vidange empêchant le colmatage ou la pollution du cours d'eau en aval. Le préfet peut déroger à l'interdiction sur toute la période en cas d'urgence.

Dispositions relatives à l'information du service chargé de la police de l'eau

Le service chargé de la police de l'eau est informé au moins quinze jours à l'avance de la date du début de la vidange et du début de la remise en eau. À cette fin, l'exploitant du plan d'eau transmet une déclaration d'intention de vidange.

La première vidange du plan d'eau, réalisée suite à la notification du présent arrêté, fait préalablement l'objet d'une notice d'incidence transmise au minimum 2 mois avant le début de l'opération.

Les modèles de ces documents sont disponibles sur le site des services de l'État en Dordogne (<https://www.dordogne.gouv.fr>).

Dispositions relatives à la gestion des départs de sédiments

Les dispositifs limitant les départs des sédiments sont régulièrement entretenus et opérationnels lors de la vidange.

Pour réduire la mobilisation et l'entraînement des sédiments à l'aval du plan d'eau, le débit de vidange est contrôlé par manœuvre et surveillance des organes de vidange afin de limiter la vitesse d'abaissement du niveau d'eau du plan d'eau, voire d'arrêter momentanément la vidange.

Dispositions relatives à la qualité des eaux de vidange

Durant la vidange, les eaux rejetées dans le cours d'eau respectent les valeurs suivantes en moyenne sur deux heures :

- matières en suspension (MES) : inférieure à 1 gramme par litre ;
- ammonium (NH₄⁺) : inférieure à 2 milligrammes par litre ;
- teneur en oxygène dissous (O₂) : supérieure à 3 milligrammes par litre.

La qualité des eaux de vidange doit être particulièrement surveillée ou vérifiée dans les dernières heures de la vidange où le risque de transport des sédiments de fond est le plus fort.

Les opérations de vidange sont réalisées sous la responsabilité du propriétaire qui doit prendre toutes les dispositions de surveillance et de mesures pour respecter ces valeurs.

L'exploitant est réputé respecter les valeurs de qualité fixées ci-dessus dès lors qu'il respecte une vitesse maximale d'abaissement de la ligne d'eau ne conduisant pas à dépasser le débit de plein bord du cours d'eau et qu'il dispose d'un système de décantation avant remise des eaux au cours d'eau. Dans le cas contraire, l'exploitant doit transmettre au service de la police de l'eau un protocole de suivi de la qualité des eaux rejetées.

Article 8 : Incident

En cas d'incident susceptible de provoquer une pollution accidentelle ou un désordre dans l'écoulement des eaux à l'aval ou à l'amont du site, l'exploitant prend immédiatement toutes les dispositions nécessaires, pouvant aller le cas échéant jusqu'à l'interruption des travaux ou la suspension de l'exploitation, afin de limiter les effets sur le milieu ou sur l'écoulement des eaux et d'éviter qu'il ne se reproduise. Il informe également dans les meilleurs délais le service chargé de la police de l'eau.

Article 9 : Suivi de la gestion du plan d'eau

L'exploitant tient à jour un carnet de suivi de la gestion du plan d'eau et de ses vidanges. Il contient :

- l'ensemble des manœuvres de vannes effectuées ;
- les principales opérations d'entretien réalisées ;
- les incidents survenus et les mesures mises en œuvre pour les corriger ;
- les suivis associés aux opérations de vidange ;
- le descriptif des empoisonnements réalisés (espèces, quantités, provenance, etc.).

Ce carnet est tenu à la disposition des agents chargés des contrôles.

Article 10 : Changement de bénéficiaire

En cas de vente, le nouveau propriétaire devra signaler le changement de bénéficiaire au service en charge de la police de l'eau dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, conformément à l'article R.214-40-2 du code de l'environnement.

Article 11 : Accès aux installations

Les agents chargés des contrôles ont libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités visés par le présent arrêté, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 12 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 13 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 14 : Publication et information des tiers

Une copie de cet arrêté sera transmise à la mairie de la commune où est situé l'étang, pour affichage pendant une durée d'un mois, pour information des tiers.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site internet des services de l'État en Dordogne (<https://www.dordogne.gouv.fr>) pendant une durée minimale de 6 mois.

ANNEXE 1 – PLAN DE SITUATION ET CARTE

